



Le gouvernement des États-Unis alloue des fonds millionnaires pour entraver la coopération médicale cubaine



Déclaration du ministère des Relations extérieures

Auteur: MINREX | internet@granma.cu
29 août 2019 14:08:46

[Le ministère des Relations extérieures dénonce et condamne énergiquement la récente agression du Gouvernement des États-Unis contre Cuba dans le cadre d'un programme de l'USAID visant à financer des actions et la recherche d'informations](#) pour discréditer et miner la coopération internationale fournie par Cuba en matière de santé dans des dizaines de pays et au profit de millions de personnes. Ces actions s'ajoutent aux pressions énormes exercées contre divers gouvernements pour entraver la coopération cubaine et aux efforts précédents entrepris dans le même but, comme le programme spécial « Parole » visant à encourager le vol de main-d'œuvre qualifiée formée à Cuba.

Au centre de cette calomnie immorale figure l'allégation sans fondement selon laquelle Cuba se livrerait à la traite des êtres humains ou à la pratique de l'esclavage, et l'on tente de dénigrer le travail méritoire fourni volontairement par des centaines de milliers de professionnels et techniciens sanitaires cubains dans divers pays, notamment du Tiers monde tout au long de l'Histoire.

Il s'agit là d'une insulte aux programmes de coopération bilatérale et intergouvernementale,



tous légitimement établis entre le gouvernement cubain et les gouvernements de dizaines de pays, qui ont été conformes aux directives des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et ont répondu aux exigences sanitaires que ces gouvernements ont eux-mêmes définies souverainement.

C'est une atteinte à un effort de solidarité qui a reçu la reconnaissance de la communauté internationale et l'éloge spécifique des plus hauts dirigeants des Nations Unies, de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation panaméricaine de la santé.

Ces mensonges sont révélateurs de la dérive morale du gouvernement des États-Unis et des politiciens qui tirent profit de l'agression contre Cuba. Cette campagne est soutenue par des millions de dollars de fonds et la complicité de plusieurs grands médias et, en particulier, de journalistes sans scrupules qui sacrifient leur soi-disant impartialité et objectivité pour servir les intérêts politiques du gouvernement des États-Unis.

Depuis des décennies et jusqu'à ce jour, dans les pays où les conditions économiques sont les plus défavorables, cette coopération a été et est offerte comme un geste de solidarité, dont les dépenses sont presque entièrement prises en charge par Cuba. De même, et conformément aux conceptions des Nations Unies en matière de coopération entre pays en développement, cette coopération est offerte dans plusieurs pays sur la base de la complémentarité et de la rémunération partielle des services rendus.

Il s'agit d'un échange tout à fait équitable et légitime entre pays en développement, dont beaucoup possèdent des richesses naturelles, un poids économique ou des niveaux de développement industriel supérieurs à ceux de Cuba, mais qui manquent des ressources humaines que notre État a su créer ; des professionnels dévoués et des humanistes prêts à travailler dans les conditions les plus difficiles ; et des conceptions de couverture santé que nous ont permis de construire des années d'une expérience réussie.

Les techniciens et professionnels cubains qui participent à ces programmes le font en toute liberté et volontairement. Durant leur mission, ils continuent de percevoir leur plein salaire à Cuba et reçoivent également une rétribution dans le pays de destination, ainsi que d'autres formes d'indemnisation.

Dans les cas où Cuba reçoit une compensation pour la coopération fournie, ces coopérants ont le mérite d'apporter une contribution très précieuse, juste et tout à fait légitime au financement, à la durabilité et au développement du système de santé universel et gratuit qui est accessible à tous les Cubains, ainsi qu'aux programmes de coopération qui sont mis en œuvre dans de nombreuses régions du monde.

L'accès à la santé est un droit humain et les États-Unis commettent un crime en s'obstinant à le nier ou à y faire obstacle pour des motifs politiques ou d'agression.

La Havane, le 29 août 2019